

Rapport ANNUEL



2019



Le **TOGO** en marche
vers une décennie d'actions



Fonds des Nations Unies pour la population au Togo

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Directrice de la Publication
Josiane YAGUIBOU

Supervision de la publication
Joel Koffi VIDZRAKOU
Clarisse DAOU - NEBIE

Rédacteur en Chef
Afi D. Rita GBODUI

Infographie
Stéphanie Tailleux

Photographies
Afi D. Rita GBODUI
Dédévi Simoni DAKICHE



SOMMAIRE

UNFPA TOGO : BREF APERÇU	07
MESSAGE DU COORDONATEUR RÉSIDENT DU SNU AU TOGO	10
MESSAGE DE LA REPRÉSENTANTE RÉSIDENTE	12
VIE DU BUREAU	14
ACCÉLÉRER LA PROMESSE DU CAIRE : LE TOGO DANS LA MOUVANCE DES DEUX JUBILÉS (50 ANS DE L'UNFPA ET CIPD+25)	18





PERSPECTIVE À L'HORIZON 2030: LES 3 RÉSULTATS TRANSFORMATEURS	26
LES RÉSULTATS 2019 AU TOGO	28
METTRE FIN AUX DÉCÈS MATERNELS ÉVITABLES	30
METTRE FIN AUX BESOINS NON SATISFAITS EN PLANIFICATION FAMILIALE	38
METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE, AUX PRATIQUES NÉFASTES	42
LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN ACTION : ASSISTANCE HUMANITAIRE AUX VICTIMES DES INONDATIONS	46
PRODUCTION ET UTILISATION DE DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES	48
LUTTE CONTRE LES MALADIES TRANSMISES SEXUELLEMENT POUR UNE GÉNÉRATION SANS VIH	51
COMMUNICATION EN APPUI AU PROGRAMME PAYS	52
MOBILISATION DES RESSOURCES ET PARTENARIAT STRATÉGIQUE	54
SUIVI ET ÉVALUATION DES ACTIVITÉS	57
GESTION FINANCIÈRE DU PROGRAMME PAYS	61
PARTENAIRES D'EXÉCUTION	64



ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASC	Agent de Santé Communautaire
ASSAFETO	Association des Sages-Femmes du Togo
ATBEF	Association Togolaise pour le Bien-être Familial
CAP	Couple Année Protection
CEA	Commission Économique Africaine
CH/ SR	Comité d'Hommes pour la Santé
CNJ	Conseil National de la Jeunesse
CPN	Consultation Pré-Natale
CPoN	Consultation Post-Natale
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
DAAPD	Déclaration d'Addis-Abeba sur la Population et le Développement
DBC	Distribution à Base Communautaire
DD	Dividende Démographique
DHIS 2	District Health Information Software
DIU	Dispositif Intra Utérin
DIUPP	Dispositif Intra Utérin du Post-Partum
DSME	Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant
DSMIPF	Division de la Santé Maternelle et Infantile et de la Planification Familiale
ECS	Éducation Complète à la Sexualité
FS	Formation Sanitaire
GPS	Global Programing System
IEC/CCC	Information Éducation et Communication Pour un Changement de Comportement
MASPFA	Ministère de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
MEPS	Ministère des Enseignements Primaires et Secondaires
ODD	Objectifs de Développement Durable
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
OSC	Organisation de la Société civile
PF	Planification Familiale
PND	Plan National de Développement
PS	Professionnelles du Sexe
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH5	5ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SDMNR	Surveillance des Décès Maternels, Néonataux et Riposte
SONUC	Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence Complet
SONUB	Soins Obstétricaux et Néonataux de Base
SMI	Santé Maternelle et Infantile
SNU	Système des Nations Unies
SRAJ	Santé de la Reproduction des Adolescents et Jeunes
SSR	Santé Sexuelle et de la Reproduction
SP/CNLS	Secrétariat Permanent du Conseil national de Lutte contre le Sida
VBG	Violences Basées sur le Genre



UNFPA

T O G O

B R E F A P E R Ç U

Le Fonds des Nations unies pour la Population, l'UNFPA, est l'Agence des Nations Unies en charge des questions de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et qui offre aux femmes et aux filles, les possibilités d'une vie sexuelle et reproductive saine. Fondée en 1969, elle a démarré ses activités au Togo en 1972. L'UNFPA au Togo appuie les efforts du Gouvernement dans les domaines suivants :



Lutte contre la mortalité maternelle et néonatale, pour une maternité sans risque



Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)



Accès à l'information et aux services de planification familiale (PF) volontaire, à la promotion de la Santé Sexuelle et de Reproduction des Adolescents et des Jeunes (SSRAJ)



Production des données démographiques désagrégées pour la planification du développement

Avec un effectif de **25 employés**, le Bureau pays est passé, depuis septembre 2019, sous la direction de Josiane YAGUIBOU.

Sur le plan administratif, le Bureau pays est organisé en trois structures fondamentales :

Le cabinet de la représentation, dirigée par la Représentante et aidée de son assistante personnelle et de la chargée de communication.

Le département des programmes, placé sous l'autorité du Représentant Assistant et animé par les chargés de programme et les assistants au programme.

Le département des opérations, couvrant l'administration, la gestion financière et la logistique. Il regroupe aussi les assistants administratifs et financiers, le chargé des approvisionnements et l'ensemble du personnel de soutien.

Composante à part entière du Système des Nations Unies (SNU) au Togo, l'UNFPA, ainsi organisé, travaille en parfaite synergie avec les autres Agences du SNU, les Organisations de la Société Civile (OSC) et le Gouvernement pour améliorer le bien-être des populations togolaises en général, et des femmes et des filles en particulier.



2019



L'ANNÉE MARQUE LE 25^E ANNIVERSAIRE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE INÉDITE SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT QUI A EU LIEU AU CAIRE EN 1994

DÉCLARATION LIMINAIRE DE NATALIA KANEM, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DE L'UNFPA AU SOMMET DE NAIROBI



Au moins trois femmes et filles sont décédées des complications liées à la grossesse qui sont entièrement évitables. Des vies interrompues, sans autre raison que notre incapacité collective à fournir les soins de santé dont elles ont besoin et qu'elles méritent, comme c'est le droit de chaque être humain.

Je dis, que notre message soit clair : Plus jamais.

Les droits reproductifs des femmes et des filles ne sont pas à négocier. Et nous les protégerons et les respecterons. Nous le ferons parce que les objectifs de développement durable en dépendent.

Nous le faisons parce que nous ne pouvons pas espérer mettre fin à la pauvreté et à la faim, améliorer la santé et le bien-être humain, garantir une éducation de qualité ou parvenir à la paix et à la prospérité tant que chaque femme et chaque fille ne pourra pas

vivre en pleine égalité, dans la dignité et le respect. Nous le ferons parce que le renforcement de nos sociétés, la croissance de nos économies et, surtout, la lutte contre le changement climatique - tout cela dépend des femmes et des filles qui prennent le contrôle de leur corps, de leurs choix et de leur avenir. **Et il y a une raison fondamentale pour laquelle nous défendons la santé et les droits sexuels et reproductifs. Nous le ferons parce que c'est juste.**

Et le monde ne devrait pas attendre encore 25 ans. Les droits reproductifs sont des droits humains et nous ne reculerons pas !



LE SOMMET DE NAIROBI SUR LES RÉSULTATS DE LA CIPD25 SUR LA TRANSFORMATION DU MONDE POUR LES FEMMES ET LES FILLES

Le Sommet de Nairobi sur la CIPD25 s'est conclu, avec des partenaires qui ont pris des engagements audacieux pour transformer le monde en mettant fin à tous les décès maternels, aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale et à la violence sexiste et aux pratiques néfastes contre les femmes et les filles d'ici 2030.

Le Sommet de Nairobi représente une vision renouvelée et redynamisée et une communauté travaillant ensemble pour agir et délivrer. *« Ensemble, nous ferons des dix prochaines années une décennie d'action et de résultats pour les femmes et les filles, en gardant leurs droits et leurs choix au centre de tout ce que nous faisons »*, a déclaré la Directrice exécutive de l'UNFPA, Mme Natalia Kanem.

Le Sommet, organisé conjointement par les gouvernements du Kenya et du Danemark avec l'UNFPA, l'agence des Nations Unies pour la santé sexuelle et reproductive, a dévoilé de nouvelles données essentielles sur le coût de la réalisation de ces objectifs. Il a mobilisé plus de 1 200 engagements du monde entier, dont des milliards de dollars de promesses de dons des partenaires des secteurs public et privé. Il a également fait entendre la voix des communautés marginalisées, des jeunes et des défenseurs des peuples, qui ont pu engager directement les chefs d'État et les décideurs sur la manière de réaliser les droits et la santé de tous.

« Le Sommet de Nairobi sur la CIPD25 a été un énorme succès », a déclaré la directrice générale du Conseil national du Kenya pour la population et le développement, Mme Josephine Kibaru-Mbae. *« Mais ce n'était qu'un début. Nous quittons Nairobi avec une feuille de route d'actions claire que nous devons tous prendre pour faire avancer le programme de la CIPD et transformer le monde en faveur des femmes et des filles. »* Le sommet s'est ouvert avec la publication de nouvelles recherches montrant le prix à payer pour obtenir *« trois résultats transformateurs »* - zéro décès maternel, zéro besoin non satisfait en planification familiale, et zéro violence sexiste et pratiques néfastes - au cours de la prochaine décennie.

Le coût total pour le monde serait de 264 milliards de dollars, selon l'analyse de l'UNFPA et de l'Université Johns Hopkins, en collaboration avec l'Université Victoria, l'Université de Washington et Avenir Health.

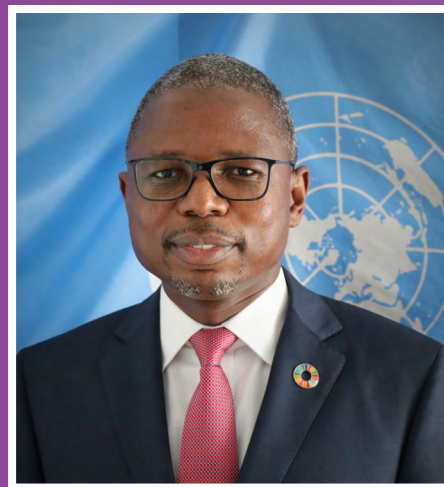
Les participants au Sommet ont ensuite pris des engagements spécifiques et concrets pour aider le monde à atteindre ces objectifs ambitieux, mais réalisables. Des promesses ont été faites par les gouvernements, la société civile, les groupes de jeunes, les organisations confessionnelles, les universités et bien d'autres. Les gouvernements, dont l'Autriche, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Islande, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, ainsi que la Commission européenne, ont engagé un soutien d'environ 1 milliard de dollars. Le secteur privé est également intervenu : le Fonds d'investissement pour les enfants (CIF), la Fondation Ford, Johnson & Johnson, Philips, World Vision et de nombreuses autres organisations ont annoncé qu'elles mobiliseraient quelque 8 milliards de dollars dans de nouveaux engagements combinés.

« Il n'y aura pas de ICPD50. Les femmes et les filles du monde entier ont attendu assez longtemps pour avoir des droits et des choix », a déclaré l'ambassadeur Ib Petersen, l'envoyé spécial du Danemark pour la CIPD25. *« En regardant vers 2030, nous entrons maintenant dans une décennie de délivrance au cours de laquelle nous devons tenir parole, et nous tiendrons tous responsables des engagements que nous avons pris à Nairobi. »* Plus de 8 300 délégués d'environ 170 pays ont pris part à cette conférence radicalement inclusive, réunie derrière la Déclaration de Nairobi, qui établit un programme commun pour achever le Programme d'action de la CIPD. De la même manière que la Conférence Internationale de 1994 sur la Population et le Développement au Caire a été un tournant décisif pour l'avenir des femmes et des filles, le Sommet de Nairobi restera dans les mémoires comme un moment décisif qui a déclenché des actions qui ont sauvé des vies, sorti des millions de femmes et de filles, leurs familles et leurs communautés de l'exclusion et de la marginalisation, et a permis aux nations d'exploiter le dividende démographique pour faire croître leur économie.



PRÉFACE

COORDONNATEUR RÉSIDENT
DU SYSTÈME DES NATIONS
UNIES AU TOGO



Au Togo, 17 filles de 15-19 ans sur 100 sont touchées par des grossesses précoces et non désirées et 3 femmes sur 10 ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. De même, les mariages précoces continuent de freiner l'accès des jeunes filles à l'éducation, à la santé et à la réalisation de leur potentiel. Mais les choses changent avec les politiques et lois mises en œuvre par le gouvernement et l'engagement de millions de femmes togolaises à prendre leur destin en main.

Le mandat de l'UNFPA est au cœur de ces aspirations des femmes, des jeunes filles et garçons pour la santé sexuelle et reproductive ainsi que la pleine réalisation de leur potentiel. Au Togo, les femmes représentent 51% de la population et les jeunes de moins de 25 ans font 60%, ce qui constitue un énorme moteur de changement. Au sein du Système des Nations Unies, l'UNFPA assure le leadership technique sur toutes les thématiques liées à la santé de la reproduction, à l'égalité homme-femme, et aux questions de population.

Compte tenu de son rôle dans la réalisation des objectifs du développement durable, l'UNFPA est une entité importante du Système des Nations Unies au Togo. Le présent rapport pour l'année 2019 revient sur les progrès réalisés à travers la contribution de l'UNFPA au Plan de coopération des Nations Unies pour le développement (2019-2023) et au Plan National de développement du Togo (2018-2022).

Au cours de l'année 2019, l'UNFPA a travaillé avec les partenaires togolais pour le renforcement du système de soins obstétricaux et néonataux d'urgence, la promotion de la santé sexuelle et reproductive chez les jeunes et les adolescents, et la lutte contre le VIH auprès des professionnels du sexe de façon à réduire la transmission au sein de la population générale. Ces actions concourent à limiter les décès maternels évitables et à outiller les jeunes pour une meilleure gestion de leur vie sexuelle en vue de leur épanouissement et de leur participation effective au processus de développement de leur pays.

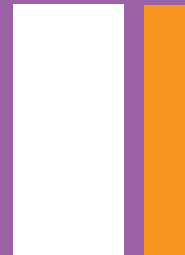
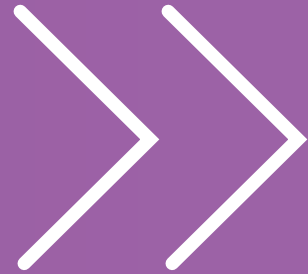
Les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes telles que les mutilations génitales constituent des freins à l'épanouissement des femmes, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive. Les actions d'écoute, de conseil et de prise en charge menées par l'UNFPA au cours de l'année ont contribué à soulager les victimes et à favoriser leur autonomie, notamment à travers l'appui aux activités génératrices de revenus.

Ces réalisations sont en parfaite adéquation avec les orientations du Programme d'Action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement, adopté au Caire en 1994 et aux engagements renouvelés par les États au cours du Sommet de Nairobi en novembre 2019, notamment en ce qui concerne la santé et les droits sexuels et procréatifs pour tous.

L'année 2020 marque le 75^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et le début de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement. C'est donc une opportunité de réflexion, d'introspection, et de synergie d'action pour plus d'efficacité collective. L'UNFPA, en collaboration avec les autorités nationales pertinentes et en synergie avec les agences du système des Nations Unies, restera engagée auprès des jeunes et des femmes du Togo, pour réaliser les objectifs de développement durable.

Damien MAMA,

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo





MESSAGE

DE LA REPRÉSENTANTE RÉSIDENTE

Sous l'impulsion de la Directrice Exécutive, Natalia Kanem, le monde entier et la communauté internationale se sont mobilisés tout au long de l'année, pour préparer le Sommet de Nairobi avec la campagne « Je Marche Pour » (#IMarchFor). Les bureaux pays à l'unisson ont témoigné leur soutien incontestable pour l'accomplissement des droits et choix pour tous. Je vous invite à découvrir ces témoignages à travers les vidéos en cliquant sur ces liens:

[La Représentante Résidente réaffirme son engagement](#)

[Le personnel de l'UNFPA au Togo s'engage](#)

[En route pour Nairobi!](#)

Baptisée « **Année des commémorations** », 2019 aura été, pour l'UNFPA, à la fois une année de célébrations et de démarrage d'un nouveau cycle de coopération avec le Gouvernement togolais pour le développement global du Togo et particulièrement, pour le bien-être et l'épanouissement des femmes, des jeunes et adolescentes de ce pays.

Ainsi, à l'instar de la communauté internationale, l'UNFPA au Togo, en parfaite synergie avec le Gouvernement et les Organisations de la Société Civile (OSC), a commémoré avec faste, les cinquante ans d'existence de l'Agence. La célébration de l'anniversaire de l'UNFPA a été un heureux tremplin pour le lancement de l'**anniversaire d'argent** de la Conférence



Internationale sur la Population et le Développement (CIPD), tenue au Caire en 1994. L'adhésion totale du Togo durant ces vingt-cinq dernières années, au Plan d'Action issu de cette conférence historique (PA/CIPD), ainsi que la détermination du Gouvernement togolais et des partenaires au développement à s'investir davantage et à accélérer sa mise en œuvre au cours de la prochaine décennie, est un motif de grande satisfaction pour l'UNFPA.

Le présent rapport d'activités nous donne l'opportunité de revenir sur le cheminement élogieux du Togo, qui a renouvelé solennellement son engagement envers le PA/CIPD et ce, au-delà de 2020. Le Bureau de l'UNFPA se réjouit de l'élan de sympathie et de l'intérêt manifeste obtenus de la part du Gouvernement togolais, des OSC et particulièrement des associations de jeunes et adolescents lors de ces célébrations.

L'année 2019 a également vu le démarrage effectif de la mise en œuvre du 7^{ème} programme de coopération entre l'UNFPA et le Gouvernement du Togo, signé pour le quinquennat 2019-2023, et dont la finalité est de **contribuer à l'accès universel des populations togolaises aux droits et services en santé sexuelle et de la reproduction**. Le démarrage de la mise en œuvre de ce nouveau programme pays, nous permet de réitérer notre volonté d'arrimer nos approches pour une coopération efficace et efficiente avec nos partenaires

d'exécution. Ainsi, conformément à notre mandat et aux mécanismes de partenariats qui caractérisent notre travail, l'UNFPA a pu, tout au long de l'année, apporter sa contribution en vue du renforcement de l'offre de services SSR dans les maternités et les centres de santé sur toute l'étendue du territoire national. Plus encore, la disponibilité des services à l'endroit des populations rurales éloignées a été au cœur de nos préoccupations.

À l'heure du bilan, nous avons la satisfaction morale d'avoir su faire en sorte que « **nul ne soit laissé pour compte** ». En effet, l'appui à l'offre de services intégrés de SSR, à travers le déploiement de cliniques mobiles d'une part, et l'offre des services de PF par les Agents de Santé Communautaires (ASC) jusque dans les hameaux les plus reculés, ont permis de répondre à cette préoccupation qui fonde, aujourd'hui plus que jamais, l'intervention de l'UNFPA.

Au cours de l'année 2019, la situation des jeunes et adolescents du Togo, en ce qui concerne leurs droits à l'information et aux services de SSR, a fait l'objet d'une attention soutenue de la part de nos partenaires d'exécution, tant du secteur public que du monde associatif. Ensemble, nous avons œuvré durant l'année écoulée à endiguer le phénomène de grossesses précoces ayant lieu dans les milieux scolaires et qui sape le devenir des adolescentes et des jeunes filles togolaises. Le soutien aux infirmeries scolaires et aux centres de

jeunes, les campagnes de sensibilisation tous azimuts visant à sensibiliser les jeunes et à les protéger contre ce fléau, ont été d'une grande utilité dans la réalisation de l'objectif visant « Zéro grossesse non désirée », que nous désirons atteindre au Togo.

Le renforcement des capacités nationales pour la production de données statistiques de qualité en vue de la planification du développement constitue également un pilier fondamental du programme que l'UNFPA a conclu avec le pays. Les activités en lien avec le Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH5), lancé par le Gouvernement du Togo, et dont le dénombrement général est envisagé pour novembre 2020, ont ainsi eu une place de choix au cours de l'année 2019.

Notre défi est connu: celui de terminer le travail inachevé tout en garantissant les droits et des choix pour tous d'ici 2030. Il est temps d'achever cet agenda et nous accélérons la cadence en vue de tenir la promesse faite à nos populations.

Enfin, la lutte pour l'équité et l'égalité de genre, notamment à travers le renforcement du dialogue communautaire, en vue de l'épanouissement avéré des femmes et des filles, surtout en milieu rural, a fait partie de la trame de nos interventions. À ce sujet, les Comités d'hommes s'y sont illustrés de façon impressionnante tout au long de l'année.

Fort des résultats obtenus au cours de l'année 2019, l'UNFPA continuera d'innover pour atteindre les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés. C'est pourquoi, il m'est particulièrement agréable d'adresser mes sincères remerciements à tous nos partenaires d'exécution, tant du secteur public que du domaine associatif, pour leur abnégation et leur dévouement. Les résultats que nous célébrons dans le présent rapport n'auraient jamais été atteints sans leur précieuse contribution.

À nos sages-femmes, qui sont à l'avant-garde de la vie, à nos chargés de suivi-supervision, à nos animateurs, à nos Agents de Santé Communautaire (ASC) disséminés aux quatre coins du Togo, et à toutes les personnes contribuant à améliorer le bien-être des Togolais, j'adresse les gratitudeles du Bureau de l'UNFPA, tout en vous encourageant à nouer solidement la ceinture car, sur ce chemin de la lutte pour l'effectivité de la jouissance par Tous, des Droits en Santé Sexuelle et de la Reproduction, point de répit !

Josiane YAGUIBOU,

Représentante Résidente

UNFPA Togo



VIE

DU BUREAU



VALSE À LA TÊTE DE LA REPRÉSENTATION

L'année 2019, « **année des célébrations** » aura été spéciale pour le Bureau de l'UNFPA au Togo en raison de la valse des Représentants qu'il a connu.

En effet, arrivé à la tête de la Représentation en Novembre 2015, Monsieur Saturnin EPIE a été rappelé en Mai 2019 pour servir au Siège, aux côtés de la Directrice Exécutive de l'UNFPA.

En attendant l'accréditation de son successeur, c'est à Mme Rose GAKUBA, fonctionnaire à la retraite, ayant assumé auparavant la fonction de Représentante résidente de l'UNFPA dans plusieurs pays, qu'est revenu la gestion intérimaire du Bureau du Togo et ce, durant presque trois mois.

Mme Josiane YAGUIBOU, nommée Représentante Résidente UNFPA/Togo prendra finalement les rênes de l'Agence au début du mois de septembre 2019. Précédemment Représentante Résidente au Bureau de l'UNFPA du Mali, Mme YAGUIBOU présenta ses lettres de créances au Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, M Robert DUSSEY avec le ferme engagement de travailler à la promotion du mandat de l'UNFPA au Togo particulièrement pour l'épanouissement des femmes et filles de ce pays.



Les actions de l'UNFPA sur le terrain ont un impact sur les populations. J'ai le sentiment et les témoignages d'avoir apporté ma contribution.

Saturnin ÉPIE-Ancien Représentant Résident de l'UNFPA au Togo



MOUVEMENT DU PERSONNEL

Parmi le personnel du Bureau de l'UNFPA au Togo, M Benoît AKOMEGNI, représente un pilier pour le programme. En effet, chauffeur en service depuis 1998, il assurait le bon déroulement des activités de l'Agence. Après plus de vingt années de loyaux services, il s'est retiré pour une retraite bien mérité en décembre 2019.

De plus, parmi le mouvement de personnel, l'on peut noter l'affectation, au Bureau du Sénégal, du Dr André Sourou YEBADOKPO, Médecin de santé publique et spécialiste en santé maternelle. Dr André a contribué au rayonnement du Bureau de 2014 à 2019.

LA RETRAITE DU BUREAU

L'esprit d'équipe étant un des moyens pour atteindre les résultats, le Bureau a organisé sa retraite annuelle, une activité qui donne l'opportunité à l'ensemble du personnel de vivre un moment de communion unique, une occasion d'autocritique, de réflexions stratégiques, de partage de connaissances et d'informations diverses, permettant de renforcer l'esprit d'équipe, de booster les énergies du staff pour de meilleure performance, de renforcer le brassage culturel et le vivre ensemble.

La retraite annuelle 2019 a eu lieu en mars à Agbodrafo, une bourgade de la préfecture des Lacs, en bordure du Lac Togo. Elle a permis de :

- Édifier le staff sur les grandes échéances de l'année 2019, la réforme des Nations Unies et le rôle dynamisé du Coordonnateur Résident du SNU, les enjeux nationaux tels que consignés au Plan National de Développement (PND 2018-2022) ;
- Appréhender les progrès en matière d'équité genre au Togo à l'aune de la représentativité des femmes dans les instances de décision ;
- Sensibiliser le personnel sur la santé et le bien-être ;
- Renforcer les connaissances de l'Equipe sur les nouveaux canaux de communication et l'utilisation professionnelle des réseaux sociaux ;
- Renforcer la cohésion et le vivre ensemble au sein du bureau Togo.

Dans l'esprit du One UN, le Coordonnateur Résident a participé à une journée de retraite aux côtés du personnel et l'a entretenu sur les réformes de l'Organisation quant au rôle et à la nouvelle mission du Coordonnateur Résident.



2019

UNE ANNÉE D'ACTION







ACCÉLÉRER

LA PROMESSE DU CAIRE

L'année 2019 a été marquée par la célébration, dans le monde entier, d'un double anniversaire : celui du cinquantenaire de l'UNFPA et des 25 ans de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD). À l'instar des autres bureaux pays, des bureaux régionaux et du Siège, l'UNFPA Togo, en partenariat avec le Gouvernement togolais, a célébré ces deux anniversaires à travers diverses activités qui ont mis en exergue la richesse du partenariat qui existe entre l'Agence et le Togo depuis plusieurs décennies.

Un lancement officiel a marqué ces deux célébrations et une cérémonie officielle de haut niveau, a été organisée le 07 Mai 2019, à Agora Senghor, en présence des membres du gouvernement, du corps diplomatique, des partenaires techniques et financiers, des partenaires d'exécution, des étudiants et élèves, des représentants d'associations et réseaux de femmes, de jeunes et des médias.

En plus du lancement officiel qui a donné le ton aux deux célébrations, toutes les activités organisées au cours de l'année 2019, ainsi que les journées thématiques célébrées, l'ont été aux couleurs des 50 ans de l'Agence et des 25 ans de la CIPD.

LE TOGO DANS LA MOUVANCE DES DEUX JUBILÉS : 50 ANS DE L'UNFPA ET CIPD+25







PARTICIPATION DU TOGO AU SOMMET DE NAIROBI: UNE MOBILISATION APPRÉCIÉE

La délégation togolaise, forte de **22 personnes** a pris part, du 12 au 14 novembre au **Sommet sur la CIPD+25 à Nairobi au Kenya**. Ce sommet qui a vu la participation de plus de 9 500 personnes venant de plus de 170 pays, a connu un grand succès, tant par les nombreuses thématiques abordées que par l'engagement renouvelé de toutes les parties prenantes au PA/ CIPD. En effet, un total de 1 250 engagements ont été enregistrés venant des gouvernements et des OSC et visant tous à dégager des moyens conséquents pour accélérer la promesse faite aux populations lors de la Conférence du Caire.

Conduite par Mme Demba TIGNOKPA, Ministre de la Planification du Développement et de la Coopération, la délégation togolaise se composait des personnes suivantes:

- Mme Ahlonkoba Aithnard, Présidente de la Commission Nationale Santé de la Mère, de l'enfant et du nouveau et conseillère du Président de la République ;
- Dr. Sossinou AWOUSI, Secrétaire Général du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ;
- Des députés à l'Assemblée Nationale ;
- Des directeurs centraux du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Action Sociale ;
- D'un journaliste de la Presse publique ;
- Des leaders religieux et traditionnels ;
- Des représentants d'ONGs, et des jeunes.

Il convient de signaler que le **Coordonnateur Résident du SNU au Togo et la Représentante Résidente de l'UNFPA** ont également pris part à ce sommet de Nairobi, aux côtés de la délégation nationale.



1 250 engagements
venant des gouvernements et des OSC visant à dégager des moyens conséquents pour accélérer la promesse faite aux populations



LES PRÉPARATIFS DU SOMMET DE NAIROBI

Des acteurs nationaux en atelier pour identifier des engagements clés pour le Togo

Dans sa marche vers Nairobi, membres du Gouvernement, députés à l'Assemblée Nationale, directeurs centraux et chefs de services, autorités traditionnelles et religieuses, représentants d'OSC, de femmes, de jeunes et des médias, se sont concertés sur l'engagement que devrait porter le Togo à Nairobi.

La réflexion s'est tenue, avec l'appui de l'UNFPA, au cours d'un atelier de consensus, organisé le 20 septembre 2019, à l'hôtel Sancta Maria de Lomé. Il s'est agi pour les participants de s'imprégner des enjeux du Sommet et de dégager un certain nombre d'engagements majeurs pour le pays. À cet atelier historique, l'on pouvait noter la présence de Monsieur du Directeur de Cabinet du Ministère de la Planification du Développement, M. Esohanam EDJEU, de Mme Ahlonkoba AITHNARD, Conseillère à la Présidence de la République et Présidente de la Commission Nationale de la Santé de la Femme, de l'enfant et du Nouveau-né, de la Représentante Résidente de l'UNFPA, Mme Josiane YAGUIBOU, des députés à l'Assemblée Nationale ainsi que Mme Egnonam WOMITSO, Directrice des Études de Population. Au terme de la réflexion, le premier jet des engagements portés par le Togo à Nairobi a été élaboré.



Le Système des Nations Unies au Togo et les Partenaires Techniques et Financiers accompagnent les engagements du Togo

Munis des engagements du pays, les Agences du SNU au Togo, les Représentants du corps diplomatique et des Organismes Internationaux se sont mobilisés à leur tour pour soutenir les engagements du Togo, au cours d'une rencontre d'échanges, organisé le 29 octobre 2019, à l'hôtel Sarakawa de Lomé.

Présidée par le Coordonnateur Résident du SNU au Togo, M. Damien MAMA et Mme la Représentante Résidente de l'UNFPA, la rencontre a vu la participation d'une trentaine d'Ambassadeurs accrédités au Togo, des Représentants d'organismes de développement et d'Agences onusiennes. Cette rencontre stratégique sur la CIPD+25 a donné l'occasion de reconnaître et de saluer la contribution de chaque partenaire au développement et aux progrès réalisés par le Togo au cours des 25 dernières années.



La mobilisation des jeunes, à travers le Réseau AfriYAN, pour porter la voix de la jeunesse togolaise à Nairobi

Sous la direction de la branche togolaise du réseau panafricain des jeunes, AfriYAN, les représentants d'associations et mouvements de jeunes ont pris part le 03 octobre 2019, à l'hôtel Saint Paulos à Lomé, à un atelier d'information sur la CIPD et la préparation du Sommet de Nairobi. Cette rencontre fût l'occasion pour les jeunes de ce réseau, de restituer à leurs pairs, les résultats de la première édition du forum de la jeunesse africaine (#25HDAKAR), tenue à Dakar, du 05 au 08 août 2019, et d'identifier les préoccupations de la jeunesse togolaise.

Cet atelier, appuyé par l'UNFPA, a vu la participation d'une soixantaine de jeunes provenant de mouvements et d'associations de jeunes et qui avaient à leurs côtés, la Direction de la Jeunesse, représentée par le Conseiller Adjoint de la Jeunesse, Jean DJANGUENANE, la Direction des Études de Population, représentée par sa directrice, Victorine WOMITSO et la Représentante Résidente de l'UNFPA Togo.



Au centre des échanges, il a été question de l'appropriation, par les jeunes togolais, des recommandations de la déclaration formulée par la jeunesse africaine, et remise à la Directrice Exécutive de l'UNFPA à Dakar. L'enjeu de la participation des jeunes au Sommet de Nairobi a également été soulevé. Ce fût également l'occasion pour les jeunes d'échanger autour de leurs préoccupations, des défis à relever et de formuler des recommandations fortes à l'endroit des décideurs, à travers une campagne digitale leur permettant de faire entendre leurs voix.





Le Gouvernement togolais et l'UNFPA échangent avec la presse nationale

Toujours dans le cadre des préparatifs du Sommet de Nairobi, l'UNFPA a organisé, le 10 octobre 2019, au Centre d'Information des Nations Unies (CINU Lomé), une rencontre d'échanges avec des professionnels des médias. Une trentaine de journalistes provenant des radios, télévisions, presse écrite et en ligne, que ce soit issu du domaine national public, privé et international, ont pu s'imprégner de la CIPD et des enjeux du Sommet de Nairobi pour le Togo.

Cette rencontre a été également l'occasion pour le Gouvernement de partager les résultats obtenus et les progrès réalisés par le Togo en matière de SSR, de PF, de SSRAJ, de lutte contre les VBG, l'évolution du statut de la femme et des défis qui restent à relever.

Pour l'occasion, la Représentante Résidente de l'UNFPA avait à ses côtés, Victorine WOMITSO, la Directrice des Études de Population et Nadiétou ZIBILILA, Chargée à l'Information du Centre d'Informations des Nations Unies.





Les questions de santé de la reproduction, de planification familiale et de violences basées sur le genre sont des questions de responsabilité collective qui impliquent tout le monde».



PERSPECTIVES

À L'HORIZON 2030

3 RÉSULTATS TRANSFORMATEURS

À l'horizon 2030, l'UNFPA vise la réalisation des trois résultats transformateurs suivants :



1. METTRE FIN AUX DÉCÈS MATERNELS ÉVITABLES

- Renforcement des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU) ;
- Renforcement des capacités des prestataires de santé pour une amélioration des services ;
- Appuis en équipements et matériels médicaux ;
- Promotion de la pratique sage-femme.



2. METTRE FIN AUX BESOINS NON SATISFAITS EN PLANIFICATION FAMILIALE

- Distribution à Base Communautaire (DBC) de méthodes de PF ;
- Offre de services SR/PF intégrés par la Clinique Mobile ;
- Campagne de promotion pour l'utilisation des préservatifs masculins et féminins ;
- Implication des hommes dans la santé maternelle et infantile (Comités d'hommes et des Clubs des Mères pour renforcer la demande des services SR).



3. METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ET AUX PRATIQUES NÉFASTES

- Lutte contre les VBG, à travers la mise en place des centres d'écoute ;
- Renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes de VBG ;
- Lutte contre les VBG, à travers la mise en place des Comités d'hommes et Clubs des Mères dans les villages ;
- Promotion de l'autonomisation de la femme et de la jeune fille.



INTERVENTIONS TRANSVERSALES CONTRIBUANT À L'ATTEINTE DES TROIS RÉSULTATS TRANSFORMATEURS



PROMOUVOIR ET EXPLOITER LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

- Collecte et production des données démographiques ;
- Promotion du PA/CIPD et du Dividende Démographique ;
- Appui à l'autonomisation des jeunes.



PROMOUVOIR LA SANTÉ SEXUELLE ET DE REPRODUCTION DES ADOLESCENTS ET JEUNES (SSRAJ)

- Renforcement des formations sanitaires et des centres adaptés pour l'offre de services de SSRAJ ;
- Mise en place des infirmeries scolaires pour l'offre de services SR/PF ;
- Des campagnes de lutte contre les grossesses dans les établissements scolaires et les centres d'apprentissage pour contribuer à la réduction des grossesses précoces et non désirées ;





RÉSULTATS

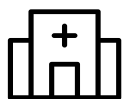
AU TOGO 2019

1. METTRE FIN AUX DÉCÈS MATERNELS ÉVITABLES

SONU



848 Examens d'échographie obstétricale effectués



73 Formations sanitaires SONU opérationnelles



45 Sages-femmes formées



136 Élèves sages-femmes supervisées sur leurs lieux de stage



SANTÉ REPRODUCTIVE



14 617 Bénéficiaires de services intégrés SSR/VIH



283 077 Jeunes et adolescents touchés par les services IEC



2 116 Conseils et dépistages volontaires du VIH/Sida réalisés



5 620 Jeunes assistés en ligne et plus de **1,6 millions** de suivi des diffusions sur Facebook



2. METTRE FIN AUX BESOINS NON SATISFAITS EN PLANIFICATION FAMILIALE



54 798 Nouvelles utilisatrices de méthodes PF (y compris les méthodes de courte durée)



23 568 Nouvelles utilisatrices de méthodes PF de courte durée



6,3 Millions Préservatifs masculins et féminins distribués



103 422 Femmes conseillées sur la PF



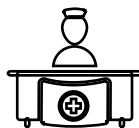
420 Agents de Santé Communautaire formés à l'administration du DMPA-SC



3. METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ET AUX PRATIQUES NÉFASTES



1 858 Cas de VBG pris en charge



258 Consultations et services médicaux gratuits effectués



13 Centres d'écoute appuyés



LES ACTIONS DE L'UNFPA POUR METTRE FIN AUX DÉCÈS MATERNELS ÉVITABLES



RENFORCEMENT DES SOINS OBSTÉTRICAUX ET NÉONATAUX D'URGENCE (SONU)

Dans le cadre du renforcement des SONU au Togo, l'UNFPA a appuyé en 2019, le Ministère de la Santé dans la réalisation de plusieurs activités notamment, la révision de la carte SONU, initiée en 2018, le renforcement des capacités des prestataires de santé, la dotation des formations sanitaires en équipements et matériels médicaux et la revue des décès maternels et néonataux.

Cadre de planification revisité, monitoring et surveillance des décès maternels

La **nouvelle cartographie des structures SONU** du Togo a été validée par les acteurs nationaux en 2019. Le nombre de formations sanitaires SONU pour tout le pays est désormais de **73**, conformément à la norme de 5 pour 500 000 habitants et à l'accessibilité géographique des centres.

Le **monitoring des SONU** a été réalisé avec l'implication des acteurs des niveaux décentralisés. Les données collectées au cours de ce monitoring étaient celles du semestre 2 de 2018 et du semestre 1 de 2019. La collecte des données, la saisie et l'analyse ont été faites par les médecins, sages-femmes et acteurs du Système National d'Information Sanitaire des régions et districts sanitaires, et ce, avec l'appui du niveau central. Cette approche adoptée a permis aux différentes régions sanitaires de s'approprier le processus de monitoring des SONU.

Au niveau national, les résultats issus de ce monitoring présentent une amélioration de la disponibilité des SONU, même si des efforts restent encore à faire pour limiter les évacuations vers les structures de référence et la dotation des sages-femmes dans les SONU de base.

Les revues des décès maternels et néonataux ont été réalisées avec l'appui de l'UNFPA et d'autres partenaires notamment l'OMS et l'AFD, à travers les Fonds Français Muskoka. Au total, 19% (39 sur 202 décès) des décès maternels survenus dans les SONUC ont été audités (selon le monitoring du semestre 1 de 2019), ce qui reste encore très faible. En ce qui concerne les causes directes de décès maternels, les hémorragies demeurent au premier rang. La disponibilité des produits sanguins labiles ainsi que la fonctionnalité des liens de références et contre-référence entre les structures SONU représentent aussi des défis à relever.



Formations sanitaires équipées et renforcées en médicaments vitaux

Pour l'année 2019, l'indicateur a enregistré une performance de **65%**. En effet, **13 formations sanitaires ont été dotées en échographes** et tous les sites SONU ont été dotés en médicament vitaux de santé maternelle.

Cadre de la pratique Sage-femme renforcé

Pour toute la durée du programme 2019-2023, il est attendu la formation de **120 sages-femmes** ; 45 ont été formées, soit un taux d'achèvement de 38% en cette première année du nouveau programme. En tout, **24 sages-femmes ont été formées sur les 7 fonctions essentielles SONU de base** et **21 sages-femmes**, sur la pratique de l'échographie obstétricale.

Un consultant a été recruté pour la révision des textes fondamentaux de la Fédération des Associations des Sages-Femmes de l'Afrique Francophone (FASFAF) et ces textes ont été validés au cours d'un atelier régional à Lomé.

L'UNFPA a également apporté son appui à l'Association de sages-femmes du Togo (ASSAFETO), dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de la sage-femme, le 05 Mai, dont l'apothéose s'est tenue à Kara. Ceci fût une occasion de plaider sur la promotion de la pratique de sage-femme, à travers l'amélioration de leurs conditions de travail, la formation de qualité et un déploiement suffisant.



Dans le cadre du **renforcement de la qualité de la formation de base des sages-femmes**, un appui a été donné pour l'organisation de deux missions de supervision des étudiantes sages-femmes en stage communautaire. Ces supervisions ont été réalisées par les monitrices de l'École Nationale des Sages-Femmes (ENSF) de Lomé, et ont profité à **136 étudiantes SF** sur leurs lieux de stage. Un appui a été apporté pour le suivi post-formation de **49 maîtres et tuteurs de stage, formés en 2018, en technique d'encadrement des étudiantes SF**.



Capacité renforcée pour la prise en charge des fistules obstétricales et cancers du sein

Un recensement des cas de fistules obstétricales (FO) a été organisé à travers le pays grâce à l'implication des ONGs et des radios communautaires. Cette activité a permis de confirmer **46 nouveaux cas**, dont 06 dans la région Maritime, 17 dans la région des Plateaux, 09 dans la région Centrale, 05 dans la région de Kara et 09 dans les Savanes. Le suivi des patientes opérées a montré **un taux de guérison de 57%** des femmes en 2018.

Ce recensement a débouché sur la prise en charge chirurgicale de nombreux cas. Pour l'année 2019, **77 patientes ont été opérées, dont 15 cas de FO sur les 15 prévus**. Les autres cas ont été financés par le Comité Miss Togo (05), Wildaf Togo (46), et le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre.

Le soutien de l'UNFPA pour lutter contre les FO a aussi permis d'obtenir des résultats significatifs, notamment :

- La **mise en place d'une base de données sur les FO au Togo**, ce qui a contribué à la mise en place des outils nécessaires à la gestion des données sur cette morbidité maternelle grave et d'indicateurs révisés ;
- La célébration, pour la première fois au Togo, de la Journée internationale de lutte contre les FO. L'appui du Bureau a permis la participation des femmes de la région des Plateaux, la participation de Miss Togo 2019, dont le mandat portait sur les FO et une forte mobilisation de la population.





Réinsertion socio-économique des femmes porteuses guéries

Un des axes stratégiques de la lutte contre les FO au Togo est la réinsertion socio-économique des femmes qui ont perdu leur dignité et leurs biens.

Pour l'année 2019, sur les 77 patientes opérées, **46 femmes guéries ont bénéficié de la réinsertion socio-économique** dont :

- 25 femmes, sur financement de l'UNFPA, et 21 femmes sur financement de l'État à travers le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation (MASPFA) ;
- Le suivi par le MASPFA de 44 femmes précédemment réinsérées a révélé que 41 d'entre elles mènent les Activités Génératrices de Revenu (AGR) pour lesquelles elles ont été appuyées.

Elles sont bien intégrées dans leurs communautés. Certaines continuent même par étendre leurs activités et à épargner dans les institutions de micro finance.



PROMOTION DE LA SANTÉ SEXUELLE ET DE LA REPRODUCTION DES ADOLESCENTS ET JEUNES

Afin d'assurer l'accès à l'information aux adolescents et jeunes et promouvoir la SSR auprès de cette cible, l'UNFPA a développé, avec l'appui de ses partenaires d'exécution, différentes stratégies notamment, l'Education Complète à la Sexualité (ECS), l'offre de services



intégrés aux jeunes en milieu urbain et rural, les infirmeries scolaires et des campagnes de lutte contre les grossesses précoces, tant en milieu scolaire qu'extrascolaire.

À travers les activités des ONGs de la Plateforme et les infirmeries scolaires, **14 617 personnes** (13 607 jeunes et adolescents et 1 010 professionnelles de sexe) ont pu bénéficier des services intégrés SSR/VIH. Le taux de réalisation de cet indicateur est de 41% pour 2019, en raison de certaines difficultés notées dans la mise en œuvre.

En outre, une revue annuelle a été faite dans les régions Maritime et les Savanes, avec la participation des responsables des OSC, de l'UNFPA et des acteurs de la santé et de l'éducation. De plus, deux acteurs de la société civile ont été appuyés pour participer à la Conférence Internationale sur le Sida (ICASA 2019), tenue à Kigali au Rwanda, pendant une semaine.



Éducation Complète à la Sexualité

Des avancées ont été notées dans l'opérationnalisation de l'ECS au Togo, notamment dans l'enseignement technique. En effet, il a été organisé une série d'ateliers qui ont permis de clarifier le concept, de sélectionner les modules d'enseignement de l'ECS et d'en assurer l'intégration dans le programme de l'Education Civique et Morale (ECM) pour le secondaire technique. Par la suite, du 18 novembre au 03 décembre 2019, 4 ateliers tenus à Lomé, Atakpamé et Kara, ont permis de former **108 enseignants** sur toute l'étendue du territoire pour passer à l'enseignement effectif dans le secteur.

Formations sanitaires adaptés aux jeunes et adolescents et infirmeries scolaires

Parmi les stratégies développées par l'UNFPA pour adresser les thématiques concernant les jeunes, figure le renforcement des formations sanitaires pour les rendre adaptées aux jeunes et adolescents et les infirmeries scolaires. Dans 17 infirmeries scolaires fonctionnelles, **2 717 élèves ont bénéficié de l'offre de services SSR/VIH** et **2 042 ont été touchés par les counseling et causeries.**

10 formations sanitaires ont été dotées d'un lot de petits équipements (mobilier de bureau, matériel électrique, etc.) en vue de renforcer les activités d'IEC/CCC avec les adolescents et jeunes.

Offre de services intégrés en milieu scolaire et extra-scolaire

Au cours de l'année 2019, au total douze OSC ont été impliquées dans la mise en œuvre des microprojets et de la campagne de lutte contre les grossesses en milieu scolaire et extra scolaire. Il s'agit de : APEB, JVS, AST, CRIPS, CDD, 3ASC, AV-Jeunes, ARC-EN-CIEL, CILSIDA, CRT, SAC Santé et FAJ.

Ces activités menées sur 181 sites dont 76 sites extra-scolaires et 105 sites scolaires ont permis d'offrir des services de sensibilisation, de dépistage du VIH/Sida, de PF et de prise en charge des IST. Ainsi, **283 077 jeunes et adolescents** ont été touchés par les services CCC, **483 634 préservatifs** ont été distribués.

13 607 adolescents et jeunes ont reçu des services intégrés de SSR/VIH (dépistage du VIH, prise en charge des IST et PF à travers les activités des ONGs, des formations sanitaires et des infirmeries scolaires). Enfin, le soutien de l'UNFPA aux OSC partenaires, à la Division de la Santé des Jeunes et Adolescents (Ministère de la Santé) et au secteur de l'éducation, a produit les résultats suivants :

30 Acteurs de la société civile renforcés sur les thématiques SSR/VGB

12 OSC impliquées dans la mise en œuvre des activités dans les régions Maritime et Savanes sur 181 sites

108 Enseignants formés dans le domaine de l'ECS

2 Centres de jeunes de Mango et Tsévié redynamisés par la fourniture d'équipements



283 077 jeunes et adolescents touchés par les services CCC et 483 634 préservatifs distribués



CENTRE CONVIVAL

- Assistance en ligne
- Consultation en ligne
- Suivi du cycle menstruel
- Suivi Contraceptif
- Suivi de grossesse
- Suivi vaccinal
- Conseils pratiques

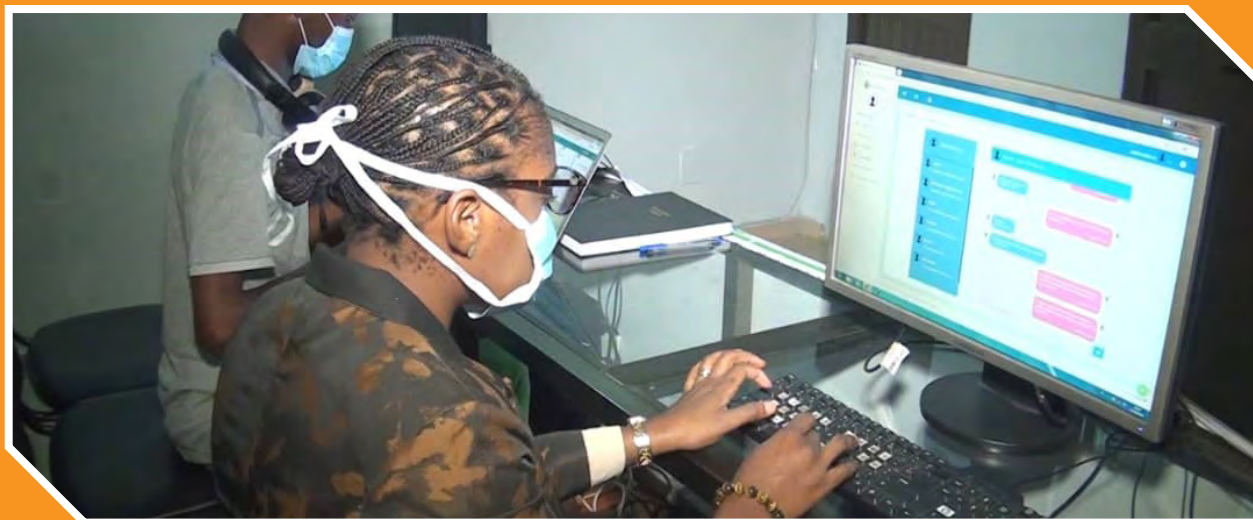


Appui à l'application eCentre Convivial

L'UNFPA a apporté son soutien à l'OSC AV- Jeunes, pour la promotion et la mise en œuvre des activités du « eCentre Convivial », aux côtés d'autres partenaires, tels que le Fonds Mondial, ONUSIDA, PNUD etc.

« eCentre Convivial » est un service en ligne qui offre des conseils et une assistance, entre autres, en SSR/IST/VIH, suivi du cycle menstruel et de PF. Il assure la diffusion de la version web de « C'est la vie », et divers articles sur les thématiques de SSRJ à l'endroit des jeunes sur sa page Facebook.

Ces activités ont permis d'assister **5 620 jeunes en ligne sur la SSRJ** (grossesses précoces, VIH, IST, etc.), **la PF et les IST/VIH. On compte plus de 1,6 millions de suivi des diffusions sur Facebook.**





Appui à l'autonomisation et à l'insertion professionnelle des jeunes

Dans sa stratégie d'appui au développement du potentiel des jeunes et à leur autonomisation, l'UNFPA appuie le Gouvernement, à travers la Direction de la jeunesse, en offrant des kits d'outillage aux meilleurs jeunes élèves ayant obtenu leur Certificat de Fin d'Apprentissage.

Par cette stratégie, l'UNFPA contribue à l'autonomisation des jeunes professionnels et facilite ainsi leur insertion professionnelle. Depuis 2014, environ **200 jeunes du milieu extra-scolaire ont bénéficié de kits d'outillage** pour leur insertion socio-professionnelle.

En 2019, l'appui de l'UNFPA a abouti aux résultats suivants:

- Environ 50 jeunes du milieu extra-scolaire ont bénéficié de kits d'outillage ;
- **12 Associations de jeunes** ont reçu un appui financier pour la mise en œuvre de leurs projets de développement local ;
- **45 Responsables du Conseil National de la Jeunesse** du Togo ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur :
 - le rôle des jeunes dans le processus de décentralisation et de développement local ;
 - le rôle et la responsabilité de la jeunesse dans l'Agenda CIPD+25 et dans l'exploitation du Dividende Démographique.





LES ACTIONS DE L'UNFPA POUR METTRE FIN AUX BESOINS NON SATISFAITS EN PLANIFICATION FAMILIALE

En vue d'atteindre ce deuxième résultat transformateur, l'UNFPA appui le Gouvernement et les OSC, à travers la dotation des formations sanitaires et des structures adaptées en produits de PF, le renforcement des capacités des prestataires de soins et, la mise en œuvre de stratégies novatrices qui permettent de répondre aux besoins non satisfaits en matière de PF.

FORMATION DES PRESTATAIRES DES SIX RÉGIONS SANITAIRES EN INSERTION DE DISPOSITIF INTRA UTÉRIN DU POST PARTUM

L'offre des services de PF à travers le Dispositif Intra Utérin dans le Post Partum est l'une des interventions à haut impact, qui permet de saisir des occasions manquées dans les suites de couches des maternités. Elle est motivée par le désir, de la majorité des femmes, d'éviter une grossesse pendant au moins deux ans après un accouchement et d'espacer les naissances mais qui n'ont pas toujours les moyens ou les opportunités de le faire. C'est donc pour satisfaire ce besoin que le Togo a introduit le Dispositif Intra – Utérin dans le Post Partum (DIUPP) au sein des formations sanitaires du pays et ce, depuis juillet 2014.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de passage à échelle de la PFPP/DIUPP, le Ministère de la Santé et l'Hygiène Publique, à travers la Direction de la Santé Maternelle et Infantile et de la Planification Familiale (DSMIPF) et avec l'appui financier de l'UNFPA, a organisé, du 23 au 27 septembre 2019, simultanément à Lomé et à Kara, des ateliers de **renforcement de capacité de 30 prestataires** en insertion du DIUPP dans les nouvelles

formations sanitaires SONU des six régions sanitaires du pays. À travers la DSMIPF, le Ministère a ainsi outillé des prestataires de santé en insertion du Dispositif Intra Utérin dans le Post Partum immédiat.

Pendant une semaine, 20 prestataires dont des sages-femmes, des assistants médicaux et un médecin provenant des nouvelles formations sanitaires SONU, ont acquis des connaissances et des compétences en insertion du dispositif intra utérin en post placentaire, en postpartum immédiat et par césarienne.





ACCÉLÉRATION DE L'OFFRE DE SERVICES PF À TRAVERS DES STRATÉGIES NOVATRICES

En 2019, les activités financées par l'UNFPA dans le domaine de la PF ont contribué à améliorer l'offre de méthodes PF, avec **53 727 nouvelles utilisatrices**, contre une prévision de 36 000, soit un taux de réalisation de 149%.

La mise en œuvre de ces stratégies (DBC, Clinique Mobile, Journée Porte Ouverte et Stratégie Mobile), a été précédée de missions d'approvisionnement des régions en intrants SR/PF, ainsi que de 2 missions de convoyage au profit des 6 régions sanitaires du Togo.



FORMATIONS DES AGENTS DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE SUR L'ADMINISTRATION DU SAYANA PRESS

En 2019, pour répondre aux besoins non satisfaits en matière de PF, l'UNFPA a apporté son soutien financier et technique au Gouvernement togolais à travers la DSMIPF, pour la formation des ASC et l'appropriation de SAYANA PRESS, une nouvelle méthode contraceptive, facile d'application, et introduite récemment dans la gamme des méthodes contraceptives modernes.

Des sessions de formation se sont déroulées, du 02 au 11 Septembre 2019, et ont regroupé au total **180 ASC**, venus des districts sanitaires de Kpendjal, de Kpendjal-Ouest, de Tandjoaré, de l'Oti et de l'Oti sud. Les sessions de la région Maritime se sont déroulées du 2 au 14 Septembre 2019, dans les districts sanitaires de Avé, Vo, Yoto et Zio et ont réuni **252 acteurs**, dont 12 superviseurs et 240 ASC.

À la suite de ces formations, les ASC formés, ont administré, durant le 4^{ème} trimestre 2019, **13 471 DMPA-SC** à des utilisatrices de PF au sein de leurs communautés. Au total, l'offre de méthodes PF de courte durée par les ASC dans les régions Maritimes et des Savanes, a bénéficié à **23 568 nouvelles utilisatrices** durant l'année.





CLINIQUE MOBILE

Durant l'année 2019, malgré les contraintes de financement, l'offre de services SR/PF, par l'intermédiaire de la Clinique Mobile, a bénéficié à **144 communautés rurales enclavées** des régions Maritime et des Savanes. L'offre de services PF a bénéficié à **3 459 nouvelles utilisatrices**, dont 1 158 âgées de 15 à 24 ans. Par ailleurs, la Clinique Mobile a réalisé :

2 116
Conseils et
dépistages
volontaires du VIH

393
Consultations
prénatales

848
Examens
d'échographie
obstétricale

283
cas d'IST pris
en charge

JOURNÉE PORTE OUVERTE ET STRATÉGIE MOBILE

Grâce au soutien de l'UNFPA les activités suivantes ont été réalisées:

- **1 288 sorties** en stratégies mobiles ;
- **132 journées portes ouvertes** de 5 jours dans les 44 districts sanitaires ;
- Des journées portes ouvertes pour les méthodes de courte durée d'action ont été également initiées pour la première fois en 2019. Ces stratégies ont permis d'offrir des services PF à **23 735 nouvelles femmes**.



LES COMITÉS D'HOMMES ET CLUBS DES MÈRES POUR LA PROMOTION DE L'UTILISATION DES SERVICES DE SANTÉ DE LA REPRODUCTION ET DE PLANIFICATION FAMILIALE

Parmi les stratégies développées par le pays pour améliorer l'utilisation des services SR et la PF, figure la stratégie « Comité d'hommes » (CH), initiée dans 8 districts autour de **14 formations sanitaires** dans les deux zones de concentration du programme pays, à savoir les régions Maritime et des Savanes.

Les données recueillies, à partir des registres mis à la disposition des formations sanitaires, pour mesurer la traçabilité entre le travail des CH/CM et l'utilisation des services SR dans les formations sanitaires, révèlent que, de janvier à novembre 2019 :

- **6 141 femmes en provenance des villages ciblés par la stratégie ont été consultées ;**
- **4 118 d'entre elles ont été sensibilisées par les CH et les Clubs des Mères et ;**
- **2 653 époux ont accompagné leurs conjointes à ces séances.**

Par ailleurs, l'UNFPA a co-organisé, avec la Croix Rouge togolaise, un atelier de renforcement des capacités des chargés de suivi des CH et CM, sur l'exploitation des données que ceux-ci introduisent mensuellement sur la plateforme DHIS2 en vue de produire des rapports. Durant cet atelier, les outils mis en place depuis 2017 ont été revisités et des solutions ont été apportées aux difficultés notées dans leur utilisation.

Toujours au cours de l'année 2019, le Togo a accueilli une délégation sénégalaise composée de neuf personnes, notamment de hauts cadres du Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre, du Service Régional du Développement Communautaire de Tambacounda, de la Région Médicale de Tambacounda et de l'Association Sénégalaise pour le Bien-Être Familial, conduite par le Secrétaire Général du Ministère de la Femme, de la Famille et du Genre du Sénégal.

Par cette visite d'échanges, le Sénégal a voulu s'imprégner de la stratégie d'implication des hommes dans la promotion de la santé de la reproduction à travers les «Papas champions» et corrélativement, l'implication des femmes ou « Clubs des Mères», initiée depuis 2012 au Togo par le MASPFA et celui de la Santé et mise en oeuvre par la Croix Rouge Togolaise, avec l'appui technique et financier de l'UNFPA.



LES ACTIONS DE L'UNFPA POUR METTRE FIN AUX VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE ET AUX PRATIQUES NÉFASTES

Les VBG constituent de nos jours un véritable problème de santé publique car elles entraînent des conséquences sur la santé physique et mentale des gens qui en sont victimes, particulièrement, les femmes et les filles. Pour atteindre ce troisième résultat transformateur, l'action de l'UNFPA au Togo passe notamment par la célébration des journées dédiées aux femmes et aux filles pour promouvoir le Genre et les droits des femmes à travers l'information du public sur l'évolution de la situation des femmes dans le monde et particulièrement au Togo. Cette lutte est passée également par le plaidoyer auprès des décideurs, la foire aux droits de la femme et l'assistance aux femmes victimes de VBG grâce aux centres d'écoute et de conseils.

PROMOTION DU GENRE ET DES DROITS DE LA FEMME

Célébrations des journées « Femmes et filles »

Dans l'ensemble, les activités réalisées en 2019 dans le cadre de la promotion du genre et des droits humains, ont été réalisées par le MASPFA et le Groupe d'Action Femme Démocratie et Développement (GF2D), avec l'appui technique et financier de l'UNFPA. Le programme a ainsi appuyé la célébration de :

- La Journée internationale de la femme, le 8 mars ;
- La Journée de la femme africaine, le 31 juillet ;
- La Journée internationale de la jeune fille, le 11 octobre ;
- Les 16 jours de campagne et d'activisme contre les violences faites aux femmes.

Lors de la célébration de la **journée de la femme africaine, 1 500 femmes** des groupements de la préfecture de Yoto ont été sensibilisées sur les opportunités qu'offre le Plan National de Développement à l'autonomisation économique des femmes. Des lots d'équipements de transformation de produits agricoles ont été octroyés par le MASPFA à trois groupements féminins.





Dans le cadre de la célébration du 11 octobre, le GF2D a organisé, avec l'appui technique et financier de l'UNFPA ainsi que d'autres Partenaires, la célébration de la **Semaine de la jeune fille**, à laquelle ont participé environ **200 élèves** des clubs d'autonomisation des filles et des clubs de garçons, pour le changement des établissements scolaires des préfectures des Lacs, Zio et Golfe.

Cette célébration a permis l'acquisition, par ces jeunes et adolescent(e)s, de connaissances sur les thématiques liées à la masculinité positive et la lutte contre les VBG, le dividende démographique (place et rôle des adolescents), la SSR en ligne pour les jeunes à travers l'application « eCentre Convivial » et sur le leadership féminin.

Pour marquer la célébration des **16 jours de campagne et d'activisme contre les violences faites aux femmes**, il a été organisé, une sensibilisation des élèves sur les grossesses précoces en milieu scolaire, suivi d'un don du MASPFA aux filles les plus méritantes, notamment des prix d'excellence aux 50 meilleures filles au BPEC 2018-2019 des collèves protestants de Lomé.

Les centres d'écoute et de conseils aux victimes: De grands alliés de la lutte contre les VBG

Les centres d'écoute et de conseils sont des institutions d'accueil et de prise en charge psychosociale des victimes de VBG. Ces structures d'écoute et d'assistance juridique, qui sont créés depuis les années 2000, constituent des cadres où les règles de droits et les pratiques juridiques sont mises à la disposition de la population, par le biais d'informations, de conseils, de règlement à l'amiable des conflits et ce, conformément aux lois du pays.

Au Togo, l'UNFPA apporte son appui à **13 centres d'écoutes** dont sept gérés par le MASPFA et les six autres sont gérés par le GF2D. Dans leurs missions habituelles, les centres d'écoutes ont pour but d'offrir des



informations et de l'assistance à des visiteuses et visiteurs à travers l'écoute, l'assistance juridique, la conciliation, la sensibilisation, le conseil, la rédaction des requêtes, le suivi et l'accompagnement psychosocial et le référencement des victimes de VBG. Ces centres ont donc reçu en 2019, des cas de nature diverse et animent également ou co-animent des séances de sensibilisation de causeries éducatives et des émissions radiophoniques.

À l'instar des femmes, qui sont majoritairement reçues, les centres ont également reçus des hommes et des jeunes pour des motifs divers de violence physique, verbale et psychologique, de garde d'enfant, de pension alimentaire, d'établissement de pièces administratives, etc.

“ VBG: Envisager des solutions qui mobilisent tous les acteurs »



Les centres d'écoute travaillent en étroite collaboration avec les autres acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes de VBG. À cet effet, plusieurs référencement ont été faits vers les structures telles que la justice, la sécurité, la santé, la chefferie traditionnelle et les OSC œuvrant dans le domaine des VBG.

En 2019, l'appui octroyé aux 13 centres d'écoute a permis à ces structures de prendre en charge au total **1 858 cas de violences, 355 hommes et 1503 femmes**, venus bénéficier des services qu'offrent les centres d'écoute.

Par ailleurs, afin de réorganiser les services offerts dans les centres d'écoute, un atelier de réflexion a permis à 22 acteurs responsables des structures de prévention et de prise en charge des personnes victimes de VBG de définir le paquet de services minimum à offrir par ces structures, ainsi que les outils de reporting harmonisés à utiliser à compter de 2020.






Foire aux droits de la femme

Pour la 5^{ème} année consécutive, le GF2D a organisé la Foire aux droits de la femme, avec l'appui technique et financier de l'UNFPA et d'autres partenaires, tels que le PNUD et la Banque Islamique de Développement (BID). Cette activité, qui mobilise surtout les femmes, a permis d'obtenir les résultats significatifs suivants:

 **217** Femmes et **172** hommes ont bénéficié des certificats de Nationalité

 **174** Femmes et **97** hommes ont obtenu un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance

 **24** femmes et **10** hommes ont bénéficié de conseils d'experts pour la résolution de leurs problèmes juridiques



Au moins **20** femmes survivantes de VBG ont bénéficié d'une formation pratique en fabrication de savon



258 femmes et **100** hommes ont bénéficié des consultations et services médicaux gratuits



43 donneurs ont donné de leur sang dont 28 nouveaux donneurs



953 pièces légalisées

Cette Foire a été aussi l'occasion de sensibiliser le public sur les thématiques telles que la fistule obstétricale, le cancer gynécologique et mammaire, les droits successoraux à travers des panels de communication.



LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN ACTION : ASSISTANCE HUMANITAIRE AUX VICTIMES DES INONDATIONS



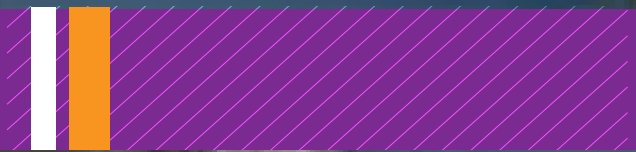
Une délégation des Chefs d'Agences onusiennes représentées au Togo conduite par le Coordonnateur Résident du SNU au Togo, Damien MAMA, a effectué une visite conjointe en collaboration avec l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC), le 25 octobre 2019 dans les localités de Avévé, Zanvé, Agbanakin, Azimé, Agomé-Glouzou et Aklakou dans les préfecture de Yoto, Bas – Mono et des Lacs et Vo. Avant sa tournée, la délégation a fait une escale sur le pont de Zébé où les crues retardent l'avancement des travaux de construction du pont reliant Zébévi et Aného et a pris la mesure des difficultés de traversée de ce pont par les populations. Cette mission a permis à la délégation onusienne d'évaluer les dégâts, les pertes occasionnées par les inondations, les conditions dans lesquelles vivent les populations sinistrées, de faire une estimation des besoins de ces derniers afin d'apporter

l'appui nécessaire au gouvernement togolais.

Accompagnée du directeur de l'Agence Nationale de Protection civile (ANPC) et des autorités administratives et locales, la mission, composée des représentants de UNFPA, PNUD, OMS, UNICEF, HCR, et PAM a pu évaluer la situation à Aného, au centre de santé et au palais royal d'Agbanakin, rencontré les populations d'Azimé-Dossou et Aklakou et témoigner leur solidarité aux **2000 personnes** touchées par ces intempéries pour lui manifester sa compassion et annoncer le but sa mission. La délégation s'est également rendue sur les sites d'accueil des sinistrés où des tentes ont été installées par l'Agence Nationale de Protection Civile.

Parmi les personnes déplacées, on dénombre six (6) femmes enceintes. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) à travers sa Représentante Résidente, Josiane YAGUIBOU s'est intéressé particulièrement à ces femmes enceintes et aux nourrices qui constituent ses cibles prioritaires en leur offrant **45 kits de dignité** sur les sites d'Azimé et d'Aklakou.







PRODUCTION

ET UTILISATION DE DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES



5^{ÈME} RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT DU TOGO : DES PAS DÉCISIFS VERS LE DÉNOMBREMENT !

Le Togo s'apprête à réaliser son 5^{ème} Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), conformément à la périodicité décennale des recensements recommandée par les Nations unies, et avec la spécificité de l'utilisation des nouvelles Technologies d'Information et de Communication (TIC). **Le financement global requis pour l'opération est de 8 189 901 930 FCFA**, ce qui nécessite un accompagnement de l'ensemble des PTF. Les travaux préliminaires ont permis d'enregistrer des avancées significatives au cours de l'année 2019.

Au plan administratif :

- Le décret présidentiel portant organisation d'un RGPH et des enquêtes post-censitaires au Togo est signé le 10 décembre 2018 ;
- Des organes de gestion du RGPH5 sont mis en place par le Gouvernement, par arrêté interministériel, le 19 avril 2019 : Conseil National du Recensement, Comité Technique du Recensement, Bureau Central du Recensement ;
- Diverses rencontres d'information et de partage ont été tenues avec les PTF, les OSC et le secteur privé ;
- L'inscription du financement du RGPH5 dans les propositions de lois de finances des années 2019 à 2022 a été décidée par le Gouvernement.

Au plan technique :

- La disponibilité d'un document projet budgétisé, avec une feuille de route associée ;
- L'existence d'un document de stratégie de communication et de plaidoyer en appui au RGPH5 ;
- La disponibilité des manuels des enquêteurs, du questionnaire ménage, du fichier village et du programme de saisie ;
- La cartographie des limites des quartiers des villes et des limites des communes a été réalisée ;
- Le renforcement de capacités des acteurs du RGPH, dont deux cadres de l'INSEED formés sur la collecte digitalisée de données au moyen du logiciel CSpro pour Android et 3 cadres nationaux formés sur les techniques d'estimation des petites aires.



MOBILISATION DES RESSOURCES

68% des 8,19 Milliards FCFA mobilisés

Les parties prenantes impliquées dans le RGPH – 5 ayant fait des annonces de financement sont:

- La Gouvernement togolais ;
- La Banque Mondiale ;
- UNFPA ;
- UNICEF.

L'UNFPA est en pourparlers avec le PNUD pour le cofinancement du poste du Conseiller Technique Principal (CTP). Des requêtes sont adressées à l'Ambassade de Chine pour l'acquisition de tablettes, au Japon pour les véhicules et les motos et à l'Ambassade d'Égypte pour les ordinateurs nécessaires à la réalisation de l'opération censitaire.



ANALYSE DU PROFIL DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Au cours de l'année 2019, et en lien avec le Dividende Démographique (DD), trois documents ont été produits (TR=150%) contre deux planifiés. Rapporté à la cible du programme (sur les cinq ans), on constate un taux d'achèvement de 43% pour cette première année.

Les différentes réalisations à prendre en compte pour l'analyse du profil du DD sont les suivantes:

- Les capacités des membres de l'équipe technique de la Direction des Études de Population (DEP) et des structures sectorielles sont renforcées en matière d'analyse des parties prenantes, dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire du DD, et en matière de programmation, de budgétisation et de suivi-évaluation axée sur le DD ;
- Renforcement de capacités de 10 cadres membres de l'Équipe DD&NTA/Togo sur la mesure du DD selon la méthodologie National Transfer Accounts (NTA) au CREFAT (au Sénégal) ;
- Élaboration du rapport d'analyse du DD du Togo, selon la méthodologie NTA.

En 2019, le programme a soutenu l'élaboration de 4 rapports d'analyse ou d'étude sur les 4 prévus, soit soit un taux de réalisation de 100%.

Les différents rapports d'études élaborés et validés sont les suivants :

- Rapport d'analyse du DD du Togo suivant la méthodologie NTA (DEP) ;
- Rapport de l'Enquête sur les Flux Financiers 2018 dans le secteur de la Population (DEP) ;
- Rapport annuel de mise en œuvre du Programme Pays au titre de l'année 2019 (DGMAP) ;
- Rapport de l'enquête « Problématique des grossesses en milieu scolaire au Togo : cas des régions Maritime et Savanes » (Div SJA).





LUTTE



CONTRE LES IST: POUR UNE GÉNÉRATION SANS VIH

APPROVISIONNEMENT ET GESTION DES PRÉSERVATIFS

L'UNFPA a appuyé le SP/CNLS dans l'approvisionnement semestriel des régions et districts en préservatifs et pour leur distribution dans les hôtels. Après 3 missions d'approvisionnement, **7 807 600** préservatifs ont été mis à disposition de la population. Plus de **6,3 millions de préservatifs masculins et féminins** ont été distribués aux différents cibles prioritaires lors des diverses activités, dont **3 714 054 aux jeunes et adolescents de moins de 25 ans**.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS

Afin d'améliorer la prise en charge des IST, le nouvel algorithme de prise en charge des IST selon les nouvelles directives de l'OMS a été disséminé dans trois régions sanitaires (Savanes, Maritime et Lomé) et les supports ont été mis à la disposition des formations sanitaires.

LUTTE CONTRE LES IST/VIH CHEZ LES PROFESSIONNELS DU SEXE

Deux OSC (PSAS et SWAA) ont travaillé respectivement sur les sites de prostitution des mineures et autour

des sites miniers de la préfecture de Yoto, pour offrir des services de sensibilisation, de dépistage du VIH/Sida, de traitement des IST et de PF. Au total, **1 010 Professionnels du sexe et leurs clients** ont bénéficié de ces services intégrés.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION À TRAVERS L'OUTIL « C'EST LA VIE »

Les activités de communication pour le changement de comportement ont été soutenu par le support « C'est la Vie », un outil de communication et de plaidoyer réalisé avec l'appui des fonds MUSKOKA pour sensibiliser sur les questions de santé maternelle et infantile et de SSRAJ. Cet outil existe sous diverses formes dont l'audio-visuelle (série TV et ateliers thématiques), les programmes radiophoniques et web. Les épisodes de la série TV et les ateliers thématiques sont utilisés dans le cadre des sensibilisations par les OSC.

Une caravane de diffusion de la saison II de la populaire série télévisée a été organisée, du 12 au 22 août 2019, dans la région Maritime dans les districts sanitaires de Yoto et Avé.



COMMUNICATION

EN APPUI AU PROGRAMME PAYS



Tout au long de cette année de célébration et grâce à des activités de communication et de visibilité appuyées par divers supports hors média (kakemonos, bâches générique, bâche de signature, banderoles, mur d'images, pamphlets, polos, T-shirts, pins, cartables à rabat, etc.) et des supports media (bandes annonces et spots audiovisuels, émissions radiophoniques et télévisées, supports web, film institutionnel, etc.), l'UNFPA a su atteindre un plus large public et donner de la visibilité aux différentes interventions de ses partenaires d'exécution.

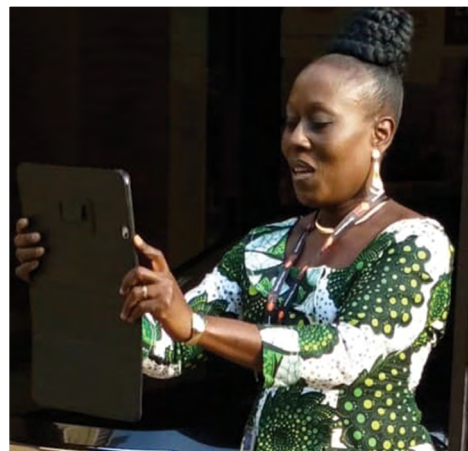
De plus, la présence régulière de l'UNFPA et de ses partenaires sur les médias a été possible grâce à un plan média diversifié, impliquant les radios, les télévisions, la presse écrite et la presse en ligne, tant de Lomé que des régions. Outre la communication institutionnelle, des aspects spécifiques du programme ont été appuyés par la communication. Il s'agit notamment de l'appui à la célébration des journées thématiques (journées mondiales), aux campagnes d'information sur les médias et l'utilisation de l'outil «C'est La Vie», pour des campagnes de sensibilisation des communautés.

COMMUNICATION POUR UN CHANGEMENT COMPORTEMENTAL ET SOCIAL

Célébration des journées thématiques

Les célébrations des journées thématiques sont des occasions de sensibilisation des populations, de communication avec les différents acteurs et de plaidoyer vis-à-vis des décideurs. Les journées suivantes ont été célébrées et les activités alignées sur la célébration des deux jubilés (50 ans de l'UNFPA et CIPD+25).

Il s'agit de la Journée des Droits de la Femme, Journée de la Sage-Femme, Journée Internationale pour l'élimination de la FO, Journée Mondiale de la Population (JMP2019) autour du thème « *CIPD25 : Accélérer la promesse!* », Journée de la Jeune fille, Octobre Rose, contre le cancer du sein, Célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse, Forum National des Personnes Âgées au Togo sur le thème « *Valorisation du potentiel des personnes âgées* », dans le cadre de la Journée Internationale des Personnes Agées et enfin, la Journée internationale de lutte contre le Sida.





CAMPAGNES MÉDIATIQUES

Au moins deux campagnes médiatiques ont été organisées au cours de l'année sur les radios communautaires. Elles ont associé les radios communautaires des 6 régions du pays.

La première campagne a porté sur les 50 ans de l'UNFPA et les 25 ans de la CIPD. Il s'est agi de mieux faire connaître ce Plan d'action et d'informer les populations sur les progrès réalisés par le Togo en matière de SSR, promotion du genre et les défis qui restent à relever.

La deuxième campagne concernait les FO. Elle a permis d'associer les radios communautaires au recensement des cas de FO, à la diffusion des messages éducatifs sur cette morbidité et à l'animation d'émissions par des prestataires de santé et des ONGs partenaires de l'UNFPA.

COMMUNICATION SUR LE RGPH5

Pour soutenir les activités en lien avec le RGPH5, les activités suivantes ont été organisés ou sont en cours de réalisation:

- Un document succinct de plaidoyer a été édité et diffusé aux PTF ;
- Un projet de bulletin trimestriel d'information devant produit et diffusé périodiquement sur le RGPH5 a été élaboré.

CAMPAGNE CONDOMIZE ! 2019

Pour la 6^{ème} année consécutive, le SP/CNLS a organisé des campagnes de promotion de l'utilisation des préservatifs à travers une campagne Condomize !

- A Kara lors des luttes Evala ;
- 2 mini-campagnes de prévention des IST/VIH et des grossesses non désirées à Aného et à la foire Adjafi et à la plage de Lomé.

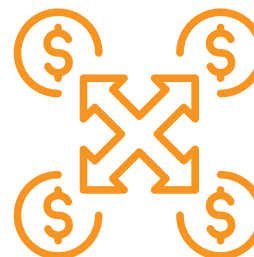
Toutes ces campagnes ont permis de distribuer **1 990 700 préservatifs, dont 1 111 700 aux jeunes de 15-24 ans.**





MOBILISATION

DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET PARTENARIAT STRATÉGIQUE



LA COOPÉRATION INTER-AGENCES SNU

Première réunion conjointe des équipes pays Bénin-Togo

Dans le cadre de la mise en œuvre des Cadres de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable du Bénin et du Togo, en lien avec la mise en œuvre des réformes du Système du Développement des Nations Unies (SDNU), une réunion conjointe des Equipes pays des Nations Unies du Bénin et du Togo s'est tenue le lundi 16 septembre 2019 à l'Hôtel 2 Février à Lomé au Togo. Une quarantaine de participants dont deux coordonnateurs résidents des Nations Unies, des chefs d'agences des Nations Unies des deux pays, et des directeurs régionaux de différentes agences des Nations Unies qui couvrent les deux pays ont pris part à cette première rencontre de travail.

Les travaux ont été lancés par S.E.M Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, qui a mis l'accent sur la nécessité pour les deux équipes pays de travailler ensemble pour accompagner efficacement les deux pays dans la prise en compte des défis transfrontaliers. Il a notamment insisté sur l'éthique et la responsabilité de l'action collective et a montré l'importance de la coopération et de la coopération dans la réponse des États aux défis transfrontaliers d'ordre économique, sociale, sécuritaire et écologique.

Première réunion conjointe de l'UNCT du genre, elle a permis d'identifier les principaux défis transfrontaliers entre les deux pays, de relever les bonnes pratiques existantes au niveau de chaque pays, d'explorer les opportunités, actions et initiatives conjointes ainsi que les approches pour la mobilisation conjointe de ressources pour une mise en œuvre efficiente et efficace des cadres de coopération pour le développement durable des deux pays.



LA COOPÉRATION INTER-BUREAUX PAYS

En 2019, l'UNFPA a apporté son assistance technique à plusieurs bureaux d'Afrique de l'Ouest et du Centre en matière de SR et de suivi-évaluation.

Appui au bureau de Madagascar

L'UNFPA au Togo a été sollicité par la Division Technique du Siège pour aller appuyer le bureau de Madagascar dans son processus d'élaboration des cartes sanitaires SONU. Ainsi, Dr AGBIGBI Yawo, chargé du programme SR, a appuyé Madagascar dans la facilitation d'un atelier de cinq jours, consacré à l'élaboration du réseau SONU des régions Mélaky, Diana, Sava et Betsiboka. Au cours de cet atelier, qui a eu lieu du 29 juillet au 2 Août 2019, à Mahajanga, les 4 régions ont sélectionné les formations sanitaires devant constituer les réseaux régionaux, identifié leurs besoins en personnel, en particulier les sages-femmes, et évalué les liens de référence entre les SONUB et les SONUC.

Appui au bureau de Guinée Bissau

Le pays ayant le plus bénéficié de l'expérience du Togo a été la Guinée Bissau, où le chargé du suivi et de l'évaluation du Togo y a séjourné à deux reprises, pour préparer le processus d'évaluation du programme pays et le contrôle qualité du rapport d'évaluation. Cet appui conséquent a été très bénéfique à la Guinée Bissau, qui a pu boucler le processus d'évaluation de son programme à temps, mais aussi, renforcer les compétences de son personnel ainsi que ses partenaires d'exécution en suivi et évaluation. L'assistance du Togo a aussi permis de partager les meilleures pratiques en suivi et évaluation entre les deux bureaux.



SUIVI-ÉVALUATION

DES ACTIVITÉS



En 2019, UNFPA a démarré son 7^{ème} programme de coopération avec le Togo pour une période de 5 ans. Ce programme s'aligne sur les priorités nationales, le plan stratégique de UNFPA et le plan cadre de des Nations unies pour l'aide au développement et son élaboration ainsi que sa mise en œuvre reposent sur les principes de gestion axée sur les résultats.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PARTENAIRES SUR LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS

Pour soutenir les partenaires d'exécution dans la mise en œuvre du 7^{ème} programme, un atelier de renforcement des capacités a été organisé à leur intention sur des thématiques liées au suivi/évaluation dont notamment la GAR. Durant le même atelier, UNFPA a renforcé les capacités de ses partenaires sur les procédures de gestion financière de l'UNFPA et des thématiques liées aux différents volets du programme (grossesses en milieu scolaire, dividende démographique, lutte contre les décès maternels, etc.



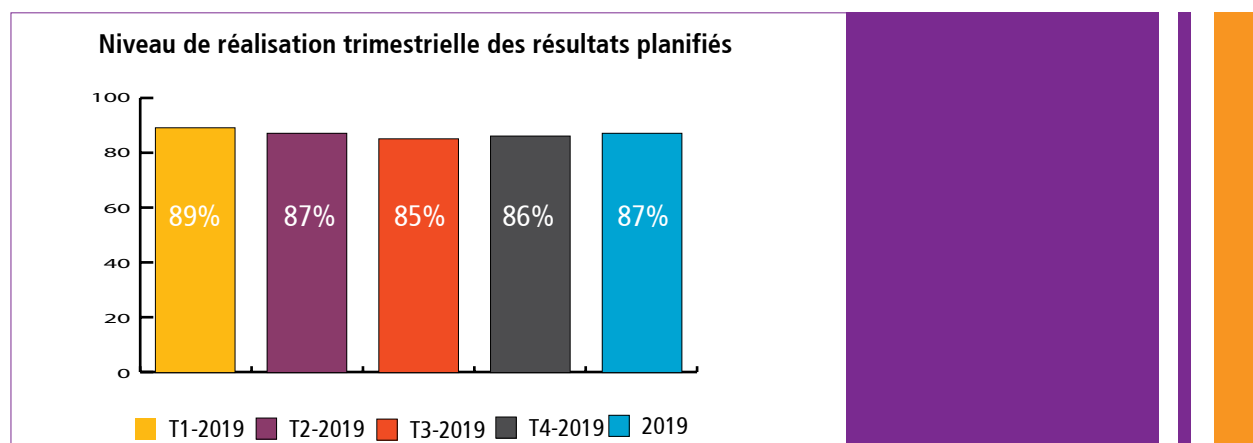
LE RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNÉES

Durant l'année 2019, plusieurs initiatives ont été effectives pour soutenir les partenaires dans la collecte et l'analyse des données. L'UNFPA a développé une application (myDBC) à l'intention des chargés de suivi de la distribution des produits contraceptifs au niveau communautaire pour faciliter la saisie des données et l'élaboration des rapports périodiques (mensuel, trimestriel et annuel). Le personnel de terrain en charge de la DBC a été formé pour l'usage de cet outil.

L'UNFPA a aussi renforcé les capacités des agents de suivi de la stratégie « Comités d'hommes » mise en œuvre par la Croix Rouge Togolaise. Ces agents ont bénéficié d'une remise à niveau sur l'usage de l'outil DHIS2 (District Health Information Software) pour la transmission des données et l'élaboration des rapports. Enfin, il a été mis en place des outils devant faciliter les activités des centres d'écoute des victimes de VBG. Il est attendu en 2020, l'élaboration d'une application à leur intention pour la gestion des données.

LA COORDINATION DES ÉTUDES ET ÉVALUATIONS

En 2019, le bureau a finalisé la Recherche Action sur les grossesses en milieu scolaire dans les régions Maritime et Savanes. Cette étude a fourni les données sur les grossesses en milieu scolaire dans les deux régions et aidera à l'élaboration des actions idoines pour endiguer le phénomène. Selon les données collectées dans les Directions Régionales de l'Éducation (DRE), il est noté qu'en l'espace de 4 ans, les cas de grossesses ont augmenté de 65% dans la Maritime et de 83% dans les Savanes. Il est en outre ressorti que sur 1000 filles inscrites dans les lycées et collèges de la région Maritime, 14 filles tombent enceintes chaque année. Dans la région des Savanes, la situation paraît plus critique puisque 26 filles sur 1000 inscrites tombent enceintes chaque année. À l'intérieur de ces régions, on note même des préfectures qui connaissent des pics. L'étude a mis l'accent sur les causes mais aussi a eu le mérite de proposer un plan d'action pour leur correction.





NIVEAU DE RÉALISATION DES INDICATEURS DU PROGRAMME PAYS

Pour une première année de mise en œuvre du programme pays, il est attendu un taux de réalisation de 20% en moyenne pour l'ensemble des indicateurs. D'après le tableau ci-après, ce taux est de 27% ; ce qui témoigne plutôt d'une très bonne performance en termes de réalisation de l'ensemble des indicateurs.

Cadre de performance du programme pays				
N°	Indicateurs	Cible du programme (2019-2023)	Réalisations en 2019	Taux d'achèvement
1	Nombre de sages-femmes formées en SONU	120	45	38%
2	Nombre de formations sanitaires dotées en équipements SONU	40	13	33%
3	Nombre d'adolescents, de jeunes et de professionnels de sexe ayant reçu des services intégrés de SSR / VIH	125 000	14 617	12%
4	Nombre de femmes traitées pour une fistule obstétricale	200	13	7%
5	Nombre de nouvelles utilisatrices de méthodes contraceptives modernes	150 000	46 907	31%
6	Nombre de femmes référées vers les formations sanitaires pour des services de SR, sur conseil des comités d'hommes	20 000	3 722	19%
7	Nombre de victimes de VBG soutenues	10 000	1 816	18%
8	Nombre d'organisations de la société civile renforcées pour la promotion des droits sexuels et de la santé reproductive des adolescents / jeunes et la lutte contre la violence sexiste	20	14	75%
9	Le RGPH5 est réalisé avec l'appui de l'UNFPA	Oui	Non	0%
10	Nombre de documents de référence nationaux intégrant la dynamique de la population et le dividende démographique élaborés.	7	3	43%
11	Nombre de rapports d'analyse, d'études thématiques et d'évaluations réalisés avec l'appui de l'UNFPA	12	3	25%
Performance moyenne 27%				

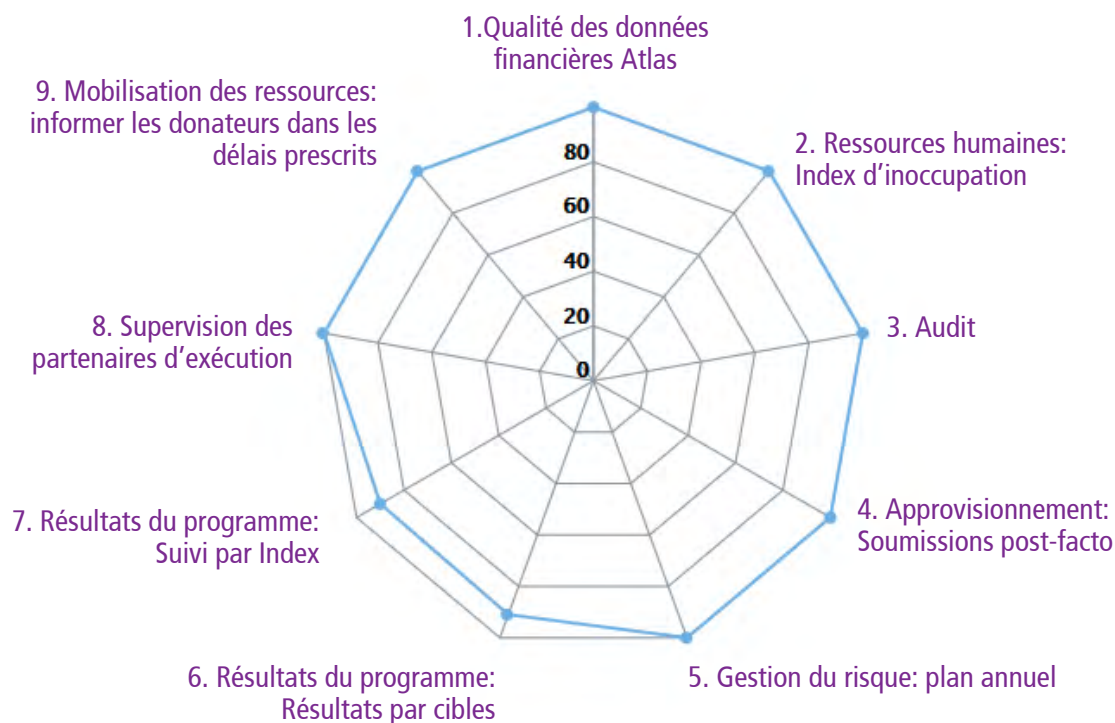


DES PERFORMANCES EXCEPTIONNELLES POUR L'UNFPA EN 2019

En 2019, sur les 9 indicateurs clés de management retenus par le siège pour le suivi des performances des bureaux pays, 7 ont enregistré des scores de 100%. Les deux autres relèvent du niveau programmatique avec des scores respectifs de 90% et 91%.

98,65%
Taux d'exécution des ressources financières

PERFORMANCE DES INDICATEURS





GESTION

FINANCIÈRE DU PROGRAMME PAYS



*Le bureau
de l'UNFPA
au Togo performe
au-delà des cibles
fixées*

NOTRE PERFORMANCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Dans le souci d'évaluer la performance des bureaux pays dans la mise en œuvre de leur programme de coopération, le Siège a mis en place un mécanisme de monitoring des résultats.

Ainsi, pour le Togo en 2019, sur les 9 indicateurs clés de gestion retenus pour le suivi des performances des bureaux pays, 7 ont enregistré des scores de 100%, les deux autres relevant du niveau programmatique, ont respectivement des scores de 90% et 91%. Ces performances sont au-delà de la cible de 85%, fixée par le Siège et restent largement au-dessus des 70% obtenus pour l'ensemble des bureaux de WCARO et des 78% pour l'ensemble des bureaux de l'UNFPA dans le monde.

Cette bonne performance réalisée par le bureau Togo en 2019, est le fruit des éléments suivants :



Une bonne
orientation du
Management
du bureau



Une
planification
concertée
avec les
partenaires de
mise en œuvre



Une
allocation
judicieuse
des ressources
dans un
contexte de
rareté



Une gestion
efficace des
portefeuilles
par les Chargés
de Programmes



Un système de
suivi et de
reporting
pointu



LA MISE EN ŒUVRE AVEC LES PARTENAIRES D'EXÉCUTION

Au cours de l'année 2019, le programme de l'UNFPA a été mis en œuvre sur le terrain par le biais de plusieurs partenaires d'exécution qui se divisent ainsi:

- Les partenaires gouvernementaux, issus du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- Division de la Santé Maternelle et Infantile/ Planification Familiale ;
- Division de la Santé des Jeunes et des Adolescents, (Conseil National de Lutte contre le Sida) ;
- Ministère de l'Économie et des Finances en charge de la Planification et du Développement (Direction des Études de Population, Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques) ;
- Direction Générale de la Mobilisation de l'Aide et du Partenariat ;
- Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme (Direction Générale du Genre et de la Promotion du Genre) ;
- Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes (Direction de la Jeunesse et de l'Emploi) ;
- Les ONG partenaires : ATBEF, 3ASC, Croix Rouge et la Plateforme des OSC/VIH.

LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE TRAVAIL

Un Plan Annuel de Travail (PTA) a été signé entre l'UNFPA Togo et chacun des partenaires d'exécution en début d'année 2019, première année de mise en œuvre du nouveau plan quinquennal de coopération entre l'UNFPA et le Gouvernement du Togo. Les différents Ministères et ONG partenaires de l'UNFPA ont également procédé à la signature de l'accord cadre quinquennal, définissant les modalités administratives et financières de leur coopération.

À la suite de la signature de ces documents conventionnels, l'UNFPA a mis à la disposition de ses partenaires les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des activités.

En 2019, les ressources budgétaires pour la mise en œuvre du programme pays s'élevaient à **4 428 022 USD**, soit environ 2 542 982 107 XOF (deux milliard cinq cent quarante-deux millions neuf cent quatre-vingt-deux mille cent sept francs CFA).

Ces ressources sont restées quasiment au même niveau que les ressources de l'année précédente. De ces ressources, 1 013 055 754 XOF ont été destinés à l'acquisition directe de produits liés à la SR.

2019

BUDGET

4 428 022 USD



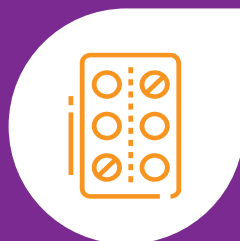
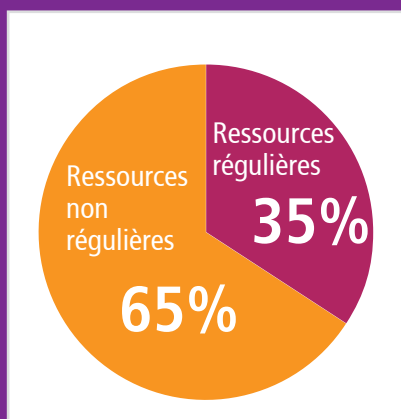
Taux d'exécution de **98,65%**
au 31 décembre 2019.



LES SOURCES DE FINANCEMENT

Les ressources mises à la disposition du Togo proviennent des ressources régulières de l'UNFPA (cotisations des États, dont le Togo) et représentent 35% (soit 896 186 692 XOF) tandis que 65% des fonds thématiques mobilisés proviennent de différents donateurs qui soutiennent les domaines spécifiques de la SR et la santé maternelle et néo-natale.

Fonds thématiques reçus au cours de l'année 2019



1 274 292 143 XOF

UNFPA Supplies
Acquisition et la mise à disposition des produits de SR



235 028 089 XOF

Fonds thématique
Support aux activités de Santé maternelle



132 543 336 XOF

Fonds français Muskoka
Soutien à la Santé maternelle et néo-natale



40 074 194 XOF

Fonds GIZ
Soutien au Dividende Démographique



21 747 327 XOF

Fonds UBRAF
Soutien à la lutte contre le VIH/Sida



PARTENAIRES

D'EXÉCUTION



Partenaires

DSMIPF	Division de la Santé Maternelle et Infantile et de la Planification Familiale (Ministère de la Santé et de la Protection Sociale)
DGGPF	Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme (Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation)
DGMAP	Direction Générale de la Mobilisation de l'Aide et du Partenariat (Ministère de la Planification du Développement)
DEP	Direction des Études de Population (Ministère de la Planification du Développement)
Div SJA	Division de la Santé des Jeunes et Adolescents (Ministère de la Santé et de la Protection Sociale)
INSEED	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (Ministère de la Planification du Développement)
DJEJ	Direction de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat et de la Jeunesse)
SP/CNLS	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida et les IST
ATBEF	Association Togolaise pour le Bien-Être Familial
CRT	Croix Rouge Togolaise
GF2D	Groupe de réflexion et d'action Femme Démocratie et Développement
Plate-forme OSC-VIH/Sida	Plate-forme des Organisations de la Société Civile de lutte contre les IST/VIH et Sida au Togo
3ASC	Association d'Appui aux Activités de Santé Communautaire

